

dfi analyse

Zeitenwende : un changement qui concerne également la relation franco-allemande ? – page 1

dfi information

Comment réussir le changement structurel en Lusace ? Voyage d'étude pour journalistes français – page 4

Forum pour l'avenir franco-allemand – deuxième cycle de travail – page 6

Le malaise de la démocratie française : une conférence de Henrik Uterwedde – page 7

C'est pour bientôt : le Portail Citoyen pour la région frontalière franco-allemande sera accessible en ligne début 2023 – page 8

Nouveaux horizons : – Une soirée d'information sur le thème des activités bénévoles dans les associations – page 8

Changement à la direction du dfi – page 9

La plateforme *jumelage.eu* évolue – page 10

dfi service

Mentions légales – page 10

Si vous souhaitez vous désabonner de notre lettre, veuillez cliquer sur ce lien :

► http://www.dfi.de/storno_fr

Zeitenwende : un changement qui concerne également la relation franco-allemande ?



Tête-à-tête entre le chancelier allemand Olaf Scholz (à droite) et le président français Emmanuel Macron en marge de la 27^e Conférence mondiale des Nations unies sur le climat (COP27), au Centre international des congrès (SHICC). © Bundesregierung / Thomas Imo

dfi analyse Depuis le discours du chancelier Scholz sur le « changement d'époque » (*Zeitenwende*) en février 2022, une chose est sûre : les défis évoqués par Olaf Scholz pèsent lourdement sur la politique européenne. Cela touche également la relation franco-allemande. Le 19 octobre, il a été décidé à la dernière minute de reporter le « Conseil des ministres franco-allemand » qui était prévu le 26 octobre.

Le traité de l'Élysée avait instauré en 1963 l'obligation de rencontres régulières entre le chancelier et le président français ainsi qu'entre différents ministres. Ce traité symbolise aujourd'hui la réconciliation des deux pays, mais il continue aussi à constituer le cadre politique de leur coopération bilatérale. Depuis bientôt soixante ans, ces rencontres régulières ont eu lieu malgré les hauts et les bas qu'ont connus les relations franco-allemandes, et depuis le quarantième anniversaire du traité en 2003, elles se déroulent une fois par an sous forme de « Conseil des ministres » réunissant les deux gouvernements au

complet, procédure confirmée par le traité d'Aix-la-Chapelle signé en 2019. Reporter ou a fortiori annuler une rencontre prévue dans ce cadre n'a donc rien d'anodin, d'autant plus que ces consultations n'ont pas pu se faire au grand complet en 2020 (avec la crise pandémique), et que même en 2021, il a fallu recourir à une rencontre virtuelle, toujours à cause de la crise sanitaire.

Même si l'on pourrait certainement trouver de bonnes raisons pour reporter les consultations, afin de laisser aux fonctionnaires et cabinets ministériels plus de temps pour préparer le sommet et trouver des compromis face aux nombreux conflits, le message politique qui découle du report du sommet montre que la relation bilatérale subit actuellement un véritable test de résistance (*Stresstest*). Le gouvernement français, en particulier, souhaite savoir si le nouveau gouvernement fédéral adhère (toujours) aux fondements de la politique étrangère allemande depuis 70 ans, et notamment à la relation particulière franco-allemande dans le cadre de l'UE. C'est

Lire la suite à la page 2

Suite de la page 1



La chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron lors de la signature du « traité d'Aix-la-Chapelle » sur la coopération et l'intégration franco-allemande.

© Bundesregierung / Guido Bergmann

dans ce sens qu'il faut sans doute comprendre la déclaration provocatrice d'Emmanuel Macron lors du sommet européen de Bruxelles le 20 octobre : « Il n'est bon ni pour l'Allemagne ni pour l'Europe que l'Allemagne s'isole ».

Sans vouloir ici examiner le fond de cette déclaration, il est essentiel dans la relation franco-allemande de comprendre le point de vue du partenaire, de le reconnaître et de le prendre en considération dans son propre calcul. Ainsi, il s'agit certes de défendre ses propres intérêts, mais cela tout en respectant ceux de son partenaire. Car dans le cadre franco-allemand et européen, la légitimité et par conséquent l'acceptation d'un compromis dépendent en fin de compte du fait que les deux parties s'y retrouvent.

La France et le changement d'époque

Quel est alors le point de vue français sur la politique allemande depuis le « changement d'époque » ? Depuis 2017, Emmanuel Macron n'a cessé d'expliquer qu'il convenait de faire évoluer l'UE grâce à des initiatives et des propositions franco-allemandes. Or la relation franco-allemande n'a pas joué le moindre rôle dans l'annonce par Olaf Scholz de la création d'un fonds spécial pour la *Bundeswehr*, ni dans ses propositions pour une défense aérienne européenne dévoilées lors de son discours à Prague, ni enfin pour la mise en œuvre de la proposition de bouclier antimissiles européen (*European Sky*

Shield Initiative) portée par 15 ministres de la Défense membres de l'OTAN, mais proposée et décidée sans la France. En France, on craint que l'Allemagne n'emprunte de plus en plus la voie de la moindre résistance pour faire prévaloir ses intérêts à court terme, avec l'aide de partenaires qui n'ont pas son poids et qui peuvent changer au gré des constellations. À Berlin, il faudrait se rappeler à l'évidence que vouloir bâtir la sécurité et la défense de l'Europe sur la base d'une telle coalition de pays entraînés par l'Allemagne ne constitue pas encore une politique de l'UE en la matière – car la France, du moins, a d'autres conceptions stratégiques qui devraient également être prises en compte.



Siège du chancelier fédéral lors d'un Conseil européen dans le bâtiment Europa

© Bundesregierung / Thomas Imo

Par ailleurs, la politique énergétique est elle aussi marquée par le désaccord franco-allemand. Les deux projets Nordstream (gazoducs reliant la Russie et l'Allemagne sous la Baltique, en contournant l'Ukraine et la Pologne) avaient déjà été imposés par l'Allemagne en dépit des très fortes réserves émises par les partenaires européens et notamment la France. Lorsque l'Allemagne et l'Espagne ont fait part de leur intention de construire un gazoduc à travers les Pyrénées, il n'a pas été question de la France, pays pourtant directement concerné. En conséquence, les milieux gouvernementaux et les médias français ont considéré cela comme un procédé déloyal, en mettant en avant le fait qu'on ne peut construire un pipeline à travers la France sans l'y associer. La réaction ne s'est pas fait attendre lorsque les représentants portugais, espagnols et français ont annoncé au sommet européen la fin prématurée du projet germano-espagnol, pour laisser la place à un projet de gazoduc reliant Barcelone à Marseille, passant sous la Méditerranée et capable (un jour) de transporter de « l'hydrogène vert ».

Et même si l'Allemagne est évidemment libre d'échafauder un plan de sauvetage de 200 milliards d'euros pour son économie et sa population, la question de l'impact de ce plan sur le marché intérieur européen reste entière. Le fait que cet aspect ait été négligé à Berlin ou que l'on ait cru pouvoir l'ignorer l'inscrit, du point de vue français, dans la série des annonces et des décisions prises unilatéralement, sans tenir compte des pays partenaires ou de l'UE dans son ensemble. Cela correspond aussi à l'attitude de l'Allemagne dans les efforts de régulation du prix du gaz au niveau européen : elle ne soutient pas les propositions de la Commission européenne, mais ne propose pas d'alternative pour une réglementation à l'échelle européenne.

Les bases de la coopération franco-allemande en Europe

Voilà ce qu'il en est de la perception française, mais quelle importance faut-il encore accorder à la critique formulée par la France ? En effet, et malgré ce qu'on peut parfois lire, être en mesure de prendre en compte la critique des partenaires, et en premier lieu de la France, revêt une importance fondamentale pour le gouvernement allemand. C'est ici (dans la capacité de s'écouter mutuellement et de prendre en compte les remarques de l'autre) que s'expriment quelques constantes fondamentales de la politique franco-allemande et européenne. Si l'Allemagne (ou inversement la France) devait effectivement y renoncer, cela aurait des conséquences pour la stabilité de

Suite de la page 2



Le chancelier allemand Olaf Scholz et le président français Emmanuel Macron lors d'un entretien sur la frappe de missiles dans l'est de la Pologne en marge du sommet du G20 à l'hôtel © Bundesregierung / Steffen Hebestreit

l'Union européenne et au-delà. Il s'agirait alors d'un autre tournant, d'une *Zeitenwende* franco-allemande.

Derrière le développement de la coopération bilatérale franco-allemande hautement institutionnalisée décrite en introduction, il y avait la volonté d'obliger les gouvernements et les administrations des deux États à s'engager dans un processus permanent de consultation et d'échange. Celui-ci doit permettre d'équilibrer systématiquement les intérêts entre la France et l'Allemagne. Cette coopération administrative compliquée, et qui le demeure encore, a été portée et transcendée par le récit de la « réconciliation franco-allemande », célébré politiquement et mis en scène symboliquement. Les acteurs politiques (au premier rang desquels Konrad Adenauer et Charles de Gaulle) y ont repris les efforts déployés par la société civile et ont établi le lien si étroit et particulier entre l'Allemagne et la France, comme une leçon tirée du passé belliqueux.

Il existe cependant toujours des différends structurels considérables entre la France et l'Allemagne. Associées à des relations très intenses, notamment sur le plan économique, ces disparités créent un potentiel de conflit particulier. Sans concertation franco-allemande ni effort permanent pour comprendre et respecter la position de l'autre et l'intégrer dans ses propres calculs, aucune politique constructive n'est possible en Europe. Ainsi, la justification de la relation particulière qui continue à unir la France et l'Allemagne dans le cadre de l'UE réside justement dans la nécessité d'équilibrer en permanence les intérêts entre ces deux pays

si différents. L'UE s'est développée autour de son noyau franco-allemand en partant du constat qu'aucun pays européen seul n'avait durablement, à moyen ou à long terme, la puissance ni les ressources nécessaires pour stabiliser le continent. Pour preuve, toutes les tentatives d'adopter une position hégémonique se sont soldées en peu de temps par des conflits militaires sur le continent.

La divergence d'intérêts au cœur de l'UE et la nécessité de la gérer en permanence de manière constructive – en tenant compte du point de vue légitime du partenaire – reste la principale justification de l'intégration européenne. Il en découle également, pour les deux États fondateurs et « moteur de l'UE », une responsabilité particulière et commune. En raison de leurs ressources et de leur influence, mais aussi de leurs divergences d'intérêts, il leur revient la responsabilité singulière de se concerter et de se coordonner en permanence. La « machine à consensus franco-allemande » souvent évoquée et le « réflexe franco-allemand » dans l'action administrative ne sont pas seulement dus à une habitude vieille de soixante ans. Ils relèvent tous deux d'un intérêt propre bien

Le chancelier allemand Olaf Scholz en tête-à-tête avec le président français Emmanuel Macron en marge de la COP27, au Centre international des congrès (SHICC) © Bundesregierung / Thomas Imo

compris, lié à la conscience qu'aucune stabilité durable ne sera possible en Europe sur la base de positions antagonistes. Sans une gestion consciente de ce compromis fondamental structurant, l'UE ne parviendra pas à développer une capacité d'action politique ni à apporter des réponses aux défis du changement d'époque.

Une nouvelle effervescence face à d'anciennes divergences

L'effervescence franco-allemande qui a suivi le report du sommet, avec de nombreuses rencontres et des échanges intenses jusqu'au sommet de l'État et du gouvernement, indique que les acteurs importants commencent à prendre conscience de cette constellation. Au-delà de la nouvelle dynamique qui se déploie, se pose désormais la question de l'efficacité de la coopération bilatérale. Toute une série de défis et de questions stratégiques importants pour l'UE dans son ensemble se caractérisent par le fait qu'ils nécessiteraient depuis longtemps une impulsion ou un compromis franco-allemand pour trouver des solutions communes. Cela concerne en particulier la politique énergétique qui, depuis des décennies, se résume à reconnaître nos différences tout en ignorant largement les défis communs et en particulier les dépendances communes. Des constellations similaires existent également dans la politique de l'immigration et de l'asile, dans la politique financière et fiscale (réforme du pacte de stabilité et de croissance de l'euro), ainsi que dans la question de la politique de défense et de sécurité commune. Enfin, le débat entre d'un côté la réforme en profondeur de l'UE, jugée nécessaire par la France avant tout nouvel élargissement, et de l'autre la priorité accordée récemment par le gouvernement allemand à la stabilisation géopolitique rapide du voisinage de l'UE via l'adhésion de nouveaux États membres, exige un compromis et une vision commune. Elle doit répondre aux deux arguments (légitimes) et garantir le fonctionnement et la pérennité de l'UE, même dans les périodes difficiles. Si le « moteur franco-allemand » ne parvient pas à des résultats qui renforcent et développent l'Union européenne face aux défis décrits, tout en restant acceptables pour les autres États-membres, le prochain changement d'époque pourrait être déjà imminent, cette fois-ci dans les relations franco-allemandes.

Stefan Seidendorf ▶ seidendorf@dfi.de



Comment réussir le changement structurel en Lusace ?

Voyage d'étude pour journalistes français



Interview avec Andreas Jung, porte-parole du groupe CDU/CSU au Bundestag, sur la politique énergétique et climatique © dfi

Du 16 au 21 octobre, neuf jeunes journalistes français se sont rendus à Berlin et en Basse-Lusace avec le dfi pour s'informer sur les stratégies de développement économique dans le contexte de la crise énergétique et de la sortie du charbon.

Le prochain tournant. La Lusace a connu de nombreux changements structurels au cours des dernières décennies. Depuis que le lignite y a été extrait à grande échelle, la région s'est considérablement transformée. Elle a connu un afflux important de personnes travaillant dans les mines à ciel ouvert et a assuré pendant des décennies l'approvisionnement énergétique de la RDA, apportant une part la prospérité, mais laissant également des traces dramatiques – dans le paysage et dans les esprits. Des dizaines de villages ont été victime des pelleteuses, déracinant de nombreux habitants. L'environnement a été durablement endommagé, ce qui n'a pas non plus été sans conséquences pour la population qui y vivait.

Après la chute du mur, la région a souffert d'une nouvelle rupture. L'extraction du charbon a connu un déclin qui a coûté des dizaines de milliers d'emplois. En consé-

quence, de nombreuses personnes ont quitté la région. Ceux qui sont restés ont souvent eu du mal à s'adapter au nouvel environnement économique et social.

Avec l'abandon définitif du charbon d'ici 2038 au plus tard, la Lusace va maintenant connaître une troisième rupture structurelle, car malgré les changements qui ont commencé dans les années 1990, l'industrie du lignite contribue encore aujourd'hui à 30 % de la performance économique régionale. Des fonds de l'Etat fédéral



La Lusace exploite encore le lignite : visite guidée de la mine à ciel ouvert de Welzow-Sud. © dfi

(40 milliards d'euros au total) devront également permettre de gérer cette transition et seront alloués proportionnellement à toutes les régions charbonnières d'Allemagne. La Lusace en Brandebourg, avec la ville de Cottbus comme pôle économique, pourrait compter sur environ 17 milliards.

Quelle est la situation dans la région et quelle est la stratégie poursuivie pour façonner le développement territorial futur ? Telles étaient les questions en amont du voyage, qui a toutefois commencé à Berlin en raison de l'actualité. La crise énergétique déclenchée par la guerre en Ukraine pose de grands défis à la politique en Allemagne et en Europe, raison pour laquelle le groupe a commencé par des entretiens à l'ambassade de France, puis au Bundestag et au ministère fédéral de l'économie et de la protection du climat (BMWK).

Les discussions avec Andreas Jung, porte-parole du groupe CDU/CSU au Bundestag pour la politique énergétique et climatique, Sandra Detzer, députée des Verts au Bundestag, et Stefan Wenzel, secrétaire d'État au BMWK en charge de l'énergie et du climat, ont permis de mettre en évidence le regard que portent les responsables du gouvernement et de l'opposition sur la situation actuelle et les mesures qui sont discutées pour faire face à la crise. La coopération franco-allemande a également joué un rôle important dans ce contexte.

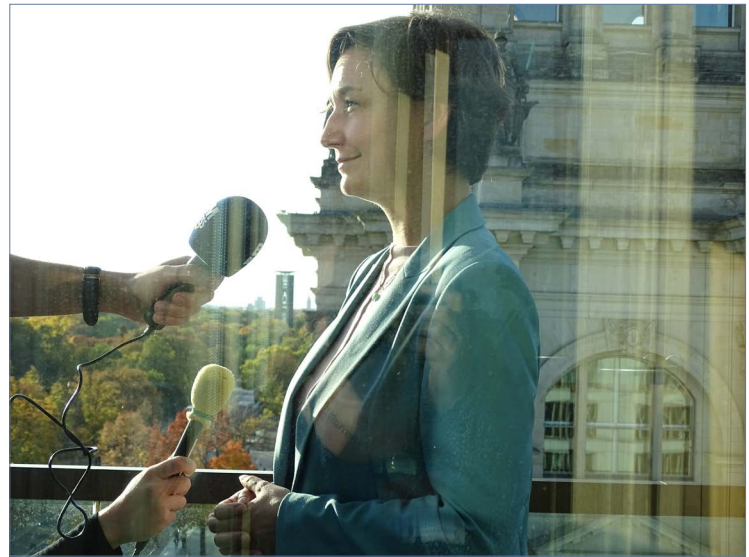
Le lendemain, le groupe est parti pour Cottbus et a recueilli une multitude d'impressions permettant de dresser un tableau assez complet de ce qui se passe actuellement dans la région.

Suite de la page 4

Les échanges avec les responsables de la ville de Cottbus, de l'agence de développement (Wirtschaftsregion Lausitz GmbH), de l'université technique et du centre de compétence pour la protection du climat dans les industries à forte consommation d'énergie (KEI) ont permis de mieux comprendre l'ampleur des tâches auxquelles la région de Lusace, mais aussi l'industrie allemande dans son ensemble, sont confrontées. Face à cela, un nombre impressionnant de projets concrets ont montré qu'un certain nombre de structures ont déjà été mises en place pour piloter le processus d'adaptation. En misant sur une diversification des projets sous l'égide du gouvernement régional de Potsdam, la Lusace brandebourgeoise emprunte d'ailleurs résolument d'autres voies que les acteurs de Saxe.

Les participants ont également pu discuter sur la question de savoir comment la population vit ces changements structurels. Lars Katzmarek, qui travaille pour l'exploitant de mines à ciel ouvert LEAG et qui s'engage comme syndicaliste ainsi que dans l'association Pro Lausitz e.V., a décrit ses efforts quotidiens pour exiger des perspectives après l'abandon du charbon, notamment pour les jeunes, et pour lutter contre de nouvelles tendances à l'exode. Daniel Krüger, de l'équipe de conseil mobile de demos (Brandenburgisches Institut für Gemeinwesenberatung), a évoqué le potentiel de conflits sociaux que recèle la nouvelle mutation structurelle.

Même si la sortie du nucléaire est scellée : Le lignite est encore extrait à certains endroits de la Lusace. Lors d'une visite guidée de la mine à ciel ouvert de Welzow-Sud, les participants se sont informés sur les



Entretien avec la députée écologiste Sandra Detzer © dfi

techniques d'extraction du lignite. En outre, lors d'une visite de surfaces renaturées avec Hannelore Wodtke, co-fondatrice de l'Alliance pour Welzow, ils ont pu se faire une idée de la manière dont l'exploitation des mines modifie durablement le paysage. Lors de la discussion avec la maire Birgit Zuchold, les perspectives de développement économique futur de Welzow ont été abordées.

Le voyage s'est terminé par un retour sur la crise actuelle : Matthias Schulze, de la concession automobile Schulze à Cottbus, a

décrit, au nom de nombreuses PME, combien les coûts élevés de l'énergie et la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs touchent durement les entreprises. A cela s'ajoutent d'autres problèmes comme la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la perturbation des chaînes d'approvisionnement causées par la crise sanitaire.

Lors d'une visite au Lausitzer Rundschau, les expériences de la semaine sur le thème du changement structurel ont pu être récapitulées une nouvelle fois. En outre, le rédacteur en chef Oliver Hausteine-Teßmer a présenté aux participants la manière dont le journal régional tente d'adapter son approche journalistique aux intérêts et aux besoins en informations de la population.

Le voyage a eu lieu dans le cadre du programme franco-allemand pour jeunes journalistes, organisé depuis 2021 par le dfi avec le soutien de l'Office franco-allemand pour la jeunesse. En mars 2023, un groupe de journalistes allemands passera une semaine dans la région des Hauts-de-France, historiquement marquée par l'industrie, et discutera avec des acteurs locaux des processus d'adaptation économique.

Vous trouverez plus d'informations sur le programme en suivant ► https://www.dfi.de/fr/Projets/projets_jeunes_journalistes_ofaj.shtml

Dominik Grillmayer ► grillmayer@dfi.de



Au centre de compétence pour la protection du climat dans les industries à forte consommation d'énergie (KEI) © Bernhard Schulz

Forum pour l'avenir franco-allemand – deuxième cycle de travail

Le Forum franco-allemand pour l'avenir a été créé grâce au Traité d'Aix-la-Chapelle de 2019, dans le but de promouvoir le dialogue franco-allemand sur les transformations profondes auxquelles nos sociétés sont confrontées. Durant les premières années, l'accent sera mis sur deux thèmes liés à la lutte contre le changement climatique : le développement durable et la transition socio-écologique.

Dans sa démarche, le Forum pour l'avenir adopte une approche « bottom-up ». Il part d'exemples locaux de villes et de communes sélectionnées, qui ont opté pour des solutions d'avenir, et commence dans un premier temps par les analyser en détail dans le cadre d'un dialogue entre communes françaises et allemandes. Ce processus permet d'identifier les facteurs de réussite ainsi que liés au cadre général. Dans un second temps, les résultats des analyses et de l'échange d'expériences franco-allemand sont intégrés dans le débat politique entre les deux États sous forme de recommandations de politiques publiques.



Deutsch-Französisches
ZUKUNFTSWERK
FORUM POUR L'AVENIR
Franco-Allemand

Le deuxième cycle de travail a été officiellement lancé fin septembre 2022 lors d'un séminaire d'ouverture à Berlin. Deux thèmes sont actuellement privilégiés : d'une part la transition écologique, qui a déjà été abordée lors du premier cycle, et d'autre part le thème du développement urbain durable. Du côté français, les villes de Lyon, Dunkerque et Pau participent aux études de terrain, tandis que du côté allemand, ce sont Marbourg, Munich et Siegen. Les dialogues impliqueront également d'autres villes et communes.

L'enjeu central de toutes les études est de comprendre dans quelles conditions les changements nécessaires, indispensables pour atteindre les objectifs climatiques fixés par l'UE et les États nationaux, peuvent être réalisés au mieux. Pour ce faire, le Forum s'est concentré sur les stratégies efficaces qui ont fait leurs preuves, tout en identifiant les blocages administratifs ou réglementaires.



Séminaire de lancement à Berlin septembre 2022 © Forum pour l'avenir franco-allemand

Les thèmes du Forum pour l'avenir sont étroitement liés aux projets du dfi. Depuis de nombreuses années, l'Institut franco-allemand travaille avec le soutien de la Fondation Wüstenrot sur des thématiques liées à l'urbanisme et au développement urbain. Dans ce cadre, les collaborateurs scientifiques du dfi analysent et mettent en dialogue des études de cas françaises et allemandes. Le projet actuellement en cours avec la Fondation porte sur les stratégies d'adaptation

des petites communes aux conséquences du réchauffement climatique. Dans ce contexte, les phénomènes de canicule et de conditions météorologiques extrêmes sont déjà identifiés comme problèmes prioritaires.

Les travaux du Forum pour l'avenir sont donc d'un grand intérêt pour le dfi, dans la mesure où leurs recherches se complètent bien, ce qui permet d'envisager des effets de synergie.

► <https://forumpourlavenir.eu/>

Frank Baasner ► baasner@dfi.de



Mobilité durable : l'association « freie LASTEN » met des vélos-cargos en libre-service dans différents endroits de la ville de Marbourg. © Lauren McKown

Le malaise de la démocratie française

Conférence de Henrik Uterwedde

Le 27 octobre, le professeur Henrik Uterwedde, collaborateur scientifique du dfi à partir de 1974 avant d'en être le directeur adjoint de 1998 à 2014, a donné une conférence sur « le malaise de la démocratie française » devant une salle comble, à l'occasion de la réédition de son livre *Frankreich – eine Länderkunde*.

Ce malaise revient tel un fil rouge dans presque tous les chapitres de l'ouvrage et se traduit par une crise de confiance entre le gouvernement et la population, qui s'est manifestée non seulement dans le mouvement des Gilets jaunes, mais aussi dans de nombreux sondages. Leurs résultats révèlent un état d'esprit général négatif : un tiers des Français se méfie fondamentalement de la politique et 80 % d'entre eux estiment que leurs représentants manquent de proximité avec les citoyens. Lors des dernières élections présidentielles, plus de la moitié des électeurs et électrices ont voté pour des candidats d'extrême droite ou populistes de gauche, tandis que les candidats des anciens partis au gouvernement, Les Républicains et le Parti socialiste, n'ont obtenu ensemble que 6,5 %.

Emmanuel Macron, finalement réélu, doit composer avec le fait que beaucoup d'électeurs ne l'ont élu au second tour en 2022 que pour empêcher Marine Le Pen, incarnation de l'extrême droite, de devenir présidente. Lors des élections législatives qui ont suivi, l'alliance électorale « Ensemble » de Macron a perdu la majorité absolue au Parlement, ce qui limite considérablement sa liberté de manœuvre durant son second mandat.

Uterwedde estime que la hiérarchie verticale et la concentration du pouvoir constituent le problème fondamental du système politique français. Elles permettent certes de gouverner rapidement et efficacement, mais peuvent conduire à une absence de concertation avec les représentants des forces intermédiaires ou de la société civile lors des prises de décision. Une tendance encore favorisée par l'organisation centralisée de l'État français.

En Allemagne, en revanche, si les décisions politiques sont plus compliquées à prendre et nécessitent plus de temps en raison à la fois du système fédéral, des discussions nécessaires au sein du gouvernement de coalition et du rôle important des syndicats et d'autres acteurs sociaux, en revanche elles sont généralement entourées de davantage de précautions grâce à un dialogue indispensable entre les différents acteurs – toujours selon Uterwedde.

Le style de gouvernement d'Emmanuel Macron, qui s'est délibérément positionné au sommet de la pyramide hiérarchique, a encore renforcé le profond malaise des Français vis-à-vis du système de démocratie majoritaire. Et comme



Henrik Uterwedde lors de sa conférence au dfi © dfi

son parti « Renaissance » ne dispose d'aucun ancrage dans la société et ne sert qu'à assurer une base parlementaire à Macron, il n'est guère en mesure de servir d'intermédiaire entre le président et la population.

L'éloignement entre les forces vives de la société et le président s'illustre ainsi par le fait que Laurent Berger, chef du syndicat modéré CFDT, qui considère les réformes comme nécessaires, s'est vivement opposé à Macron au lendemain des résultats de la présidentielle. Selon Berger, sa méthode de résumé à « Vous discutez, je décide » et sa manière de gouverner est « archaïque ».

La deuxième partie de la conférence a porté sur les modes de renouvellement de la démocratie. Uterwedde a d'abord évoqué le « grand débat national » lancé par Macron pour discuter avec le mouvement des Gilets jaunes. Un million et demi de citoyens ont pris part aux nombreuses initiatives organisées dans ce cadre, mais rétrospectivement

cela apparaît surtout comme une « thérapie par la parole » destinée à calmer les gens. Il en va de même pour la Convention citoyenne pour le climat, à laquelle ont participé 150 personnes choisies au hasard, et qui a élaboré 150 propositions concrètes, mais dont presque aucune n'a été mise en œuvre. Autre exemple, le « Conseil national de la Refondation », que Macron a convoqué en septembre pour un dialogue intersocial réunissant tous les partis, est d'ores et déjà voué à l'échec car tous les partis d'opposition et la plupart des syndicats ont refusé d'y participer.

Pour éviter un blocage politique en France, il ne reste plus à Macron qu'à relancer le dialogue avec les représentants des partis d'opposition et de la société civile et à les intégrer en tant que partenaires à part entière dans le processus de décision politique, a déclaré Uterwedde en conclusion de son exposé.

Au cours de la discussion qui a suivi, il a à nouveau souligné explicitement que chaque modèle politique, tant allemand que français, avait ses avantages et ses inconvénients spécifiques, et que la situation en Allemagne n'était pas foncièrement plus simple, notamment en raison de la difficulté à prendre des décisions au sein de la coalition actuelle.



C'est pour bientôt : le Portail Citoyen pour la région frontalière franco-allemande sera accessible en ligne début 2023

FR Bürgerportal DE Portail Citoyen

Après plus d'un an de dynamisme et de travail, le Portail Citoyen numérique franco-allemand « FRED » sera accessible en ligne en janvier 2023. Il est le résultat d'un projet commun du Land de Bade-Wurtemberg et de la région Grand Est, en coopération avec le dfi, responsable du pilotage du projet, et l'agence « let's dev », chargée du développement et de la conception du site web.

La création d'un « portail citoyen numérique pour la région frontalière franco-bade-wurtembergeoise » était un souhait formulé lors des dialogues citoyens du Bade-Wurtemberg en 2020 et il s'adresse aux deux côtés de la frontière et même au-delà. Notre intention est d'augmenter la visibilité des institutions, des acteurs et des offres existantes et de guider les habitants de la région frontalière franco-bade-wurtembergeoise vers les bons interlocuteurs et les bonnes institutions. Il s'agit en outre d'offrir aux citoyens la

possibilité de s'engager eux-mêmes activement, dans le domaine franco-allemand et transfrontalier.

A l'avenir, afin de raccourcir les recherches, le Portail Citoyen mettra rapidement en relation les utilisateurs et leurs demandes avec l'institution compétente et les interlocuteurs correspondants. En outre, un aperçu complet des événements actuels dans la région est proposé. La sous-page « Événements » est actualisée en permanence en s'appuyant sur un grand nombre de sources.

De plus, la plateforme contient une nouvelle offre sous cette forme. Un répertoire de contacts des différents acteurs et institutions de la région frontalière franco-allemande permet aux citoyens intéressés de trouver le bon interlocuteur et ses coordonnées directes. De cette manière, les institutions et acteurs répertoriés font à leur tour partie d'un réseau d'experts qui permettra de faciliter la mise en réseau dans la région. Lors du

développement et de la conception du Portail Citoyen, les responsables du projet ont tenu à présenter, dans la mesure du possible, les institutions et les offres liées avec des interlocuteurs concrets qui apparaîtront dans son répertoire de contacts accessible au public.

La plateforme fournit entre autres de nombreuses informations sur les possibilités de promouvoir l'engagement dans la société civile. Peu à peu, les citoyens, les associations et les initiatives auront la possibilité de se mettre en réseau au niveau transfrontalier, franco-allemand et européen et de parvenir ainsi à un engagement mutuel.

Le Portail Citoyen sera accessible en ligne en janvier 2023. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de vous voir nombreux sur la plateforme.

Vous trouverez le Portail Citoyen franco-allemand « FRED » à partir de janvier sous le lien suivant :

► <https://fred.info/fr/>

Contact :

Maxime Legrand ► legrand@dfi.de
Stefan Seidendorf ► seidendorf@dfi.de

Nouveaux horizons : Une soirée d'information sur le thème des activités bénévoles dans les associations



Begegnungen ermöglichen – Europa mitgestalten

Le soir du 25 octobre un webinaire a eu lieu dans le cadre du programme *Nouveaux horizons*. À la demande des porteurs de projet du Bade-Wurtemberg, la Baden-Württemberg Stiftung et le dfi avaient décidé d'organiser un webinaire à l'attention des membres du réseau *Nouveaux horizons* avec le juriste et praticien associatif Stefan Wagner.

Une vingtaine de représentants des projets subventionnés par le programme *Nouveaux Horizons* y ont participé. Après un bref mot de bienvenue et un aperçu du programme, Stefan Wagner a expliqué la définition juridique d'un conseil d'administration (au sens du droit allemand), ses tâches au sein d'une association à but non lucratif, comment il peut agir en tant qu'employeur et comment différentes activités peuvent être rémunérées. Ces questions sont très importantes pour les acteurs lorsqu'il s'agit de réaliser des projets d'utilité publique et de valoriser l'engagement des bénévoles.

Dès le début, il est apparu clairement que la bonne connaissance des différents articles du Code civil allemand (BGB) ainsi qu'une formula-



tion précise des statuts de l'association sont essentielles, car elles constituent la base du fonctionnement de l'association. La suite du webinaire a permis de clarifier quel type de travail peut être rémunéré dans une association, puisque les règles sont différentes pour les salariés, les indépendants et les bénévoles. À l'aide d'exemples et de schémas, Monsieur Wagner a montré quelles voies l'association peut emprunter et ce à quoi il faut faire attention, de la rému-

Suite de la page 8

nération forfaitaire des bénévoles aux contrats d'honoraires et aux emplois fixes.

De nombreux participants avaient leurs statuts devant eux et ont ainsi pu suivre directement les points qui pourraient être améliorés. De nombreuses questions ont été posées, comme par exemple celle de la rémunération des doubles tâches ou celle du dépassement des montants exonérés. Stefan Wagner a répondu à ces questions de manière compréhensible, très concrète et avec patience. Les porteurs de projet ont vécu une soirée informative avec de précieux conseils pour le travail et le webinaire s'est terminé par des applaudissements virtuels et des participants satisfaits.

Pour toute question supplémentaire, veuillez contacter Susanne Binder et Bénédicte King
 ▶ nh-bwstiftung@dfi.de

Capture d'écran
 du webinaire
 © Nouveaux
 horizons

dfi

Deutsch-
 Französisches
 Institut

Das 1948 gegründete Institut ist ein Forschungs- und Dokumentationszentrum und hat die Aufgabe, die deutsch-französischen Beziehungen auf allen Gebieten zu fördern und die Kenntnis der beiden Gesellschaften übereinander zu verbessern.

Zu seinen Kernaufgaben gehören sozial- und kulturwissenschaftliche praxisnahe Forschung, Fachpublikationen, Vorträge und Weiterbildungen sowie der Transfer in die Medien. Zielsetzung der Arbeit des dfi ist eine enge Verknüpfung von Wissenschaft und Praxis. Die im deutsch-französischen und europäischen Dialog zu bearbeitenden Themen orientieren sich an der gesellschaftlichen Aktualität und den Zukunftsthemen.

Das Institut hat die Rechtsform eines eingetragenen Vereins. Die Finanzierung des dfi erfolgt über eine institutionelle Förderung des Auswärtigen Amtes, des Landes Baden-

Am Deutsch-Französischen Institut Ludwigsburg (dfi) ist zum 01.02.2024 die Stelle einer/eines

Direktorin / Direktors (w/m/d)

wiederzubesetzen.

Württemberg und der Stadt Ludwigsburg. Das Haushaltsvolumen liegt bei rd. 2 Mio. EUR. Die Einwerbung von Drittmitteln wird erwartet.

Gesucht wird eine international ausgewiesene Persönlichkeit, die die Zielsetzungen des Instituts in Wissenschaft, Politik und Öffentlichkeit vertreten und eigene Impulse setzen kann. Erfahrungen mit der deutsch-französischen Zusammenarbeit, mit Projektmanagement, Personalführung und Verwaltung öffentlicher Mittel sind ebenso Voraussetzungen wie einschlägige Publikationen, ausgezeichnete Französischkenntnisse sowie ein breites Netzwerk in Deutschland, Frankreich und Europa.

Das dfi bietet ein äußerst spannendes Arbeitsumfeld durch seine herausragende Vernetzung in Wissenschaft, Politik, Wirtschaft und Gesellschaft in Deutschland und Frankreich sowie Kontakte in viele europäische Länder und Institutionen. Neben Arbeitsfeldern aus der

deutsch-französischen Zusammenarbeit hat auch insbesondere die Zusammenarbeit mit italienischen Einrichtungen an Bedeutung gewonnen. Das Institut verfügt über eine hervorragende Ausstattung, u.a. in den Bereichen Digitalisierung und Arbeitsmittel, sowie durch seine beispielgebende Fach-Bibliothek. Ein schlagkräftiges Team von 20 Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern unterstützt die Leitung bei ihren vielfältigen Aufgaben.

Die der Position angemessene Vergütung erfolgt je nach persönlicher Voraussetzung in Anlehnung an den TVöD oder nach der Beamtenbesoldung W3. Zusätzlich werden leistungsbezogene Parameter über eine Zielvereinbarung vorgesehen.

Wir freuen uns auf Ihre Bewerbung! Aussagekräftige Bewerbungsunterlagen senden Sie bitte per E-Mail bis zum 28.2.2023 an folgende E-Mail-Adresse: ▶ nachfolge@dfi.de

La plateforme *jumelage.eu* évolue

Juste à temps pour son deuxième anniversaire, la plateforme *jumelage.eu* se dote de nouvelles fonctions ! La plateforme dédiée aux jumelages franco-allemands a été mise en ligne en décembre 2020.

L'objectif : montrer combien les activités entre les villes jumelées sont variées et vivantes et accompagner les responsables dans leur coopération. A l'automne 2022, la plateforme comptait 350 membres et leurs nombreuses contributions prouvent bien que les jumelages de communes sont le seul instrument à présenter une telle diversité : de rencontres sportives aux séances de travail sur la transition énergétique, de tandems linguistiques à des camps d'été, pour jeunes et moins jeunes, avec ou sans connaissances linguistiques, virtuellement ou sur place.

Afin de mieux répondre aux besoins des acteurs, la plateforme va évoluer d'ici la fin de l'année. Une carte interactive permettra de situer géogra-

phiquement les membres et contiendra une possibilité de recherche selon différents critères. Cela permettra de créer des synergies géographiques et de simplifier la recherche de nouveaux contacts. Une prise de contact directe complètera l'offre.

Parallèlement, une place plus importante sera accordée aux contributions des communes, car elles constituent un élément important de la plateforme et peuvent également être source d'inspiration pour de nouvelles activités. Des possibilités d'interaction directe et de commentaires favoriseront un échange rapide et facile entre les municipalités.

Ces développements techniques sont rendus possibles grâce au soutien du ministère fédéral des Affaires étrangères.

Devenez, vous aussi, membre de la plateforme *jumelage.eu*.

Bénédicte King ▶ king@dfi.de

 *jumelage.eu* Plateforme pour les partenariats communaux franco-allemands



Auswärtiges Amt

Mentions légales

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50

▶ www.dfi.de

▶ info@dfi.de

Rédaction : Irene Lindauer-Grözinger

Traduction : Céline Choppin

Directeur de la publication :

Prof. Dr. Frank Baasner



Si vous souhaitez vous désabonner de notre lettre, veuillez cliquer sur ce lien :

▶ http://www.dfi.de/storno_fr



Christmas Garden à la Wilhelm, Stuttgart © dfi